

Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Libertés Publiques et des Collectivités Locales
Bureau du Droit de l'Environnement
2010-326-7

**Arrêté portant mise en demeure
à l'encontre de la Société GERSYCOOP – site « Fleurance Zone Industrielle »**

**Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 514-1 qui dispose:

«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé.....»,

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié par arrêté du 23 février 2007 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 1984 autorisant la Coopérative Agricole Fleurance-Avezan (CAFA) à exploiter des installations de stockage et de traitement de céréales,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2004 autorisant la Coopérative Agricole Fleurance-Avezan (CAFA) à procéder à l'extension des installations de stockage et de conditionnement de céréales, situées en zone industrielle à Fleurance,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 25 octobre 2010 faisant suite à l'inspection réalisée le 30 septembre 2010,

Considérant que l'inspection a constaté, lors de la visite, un taux important d'empoussièrement à l'intérieur des silos,

Considérant que lors des tests des capteurs de dysfonctionnement, le capteur de déport de sangle de l'élévateur E10, n'a pas entraîné l'arrêt de celui-ci,

Considérant qu'aucun système de nettoyage n'est en place dans le silo contenant les cellules de 2600 tonnes,

Considérant que le silo contenant les cellules de 2600 tonnes est de type fermé,

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L514-1 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gers,

ARRETE

Article 1^{er} :

La Société GERSYCOOP, pour l'activité de stockage de céréales qu'elle exploite, zone industrielle, sur la commune de Fleurance **est mise en demeure** à compter de la notification du présent arrêté :

- **sous un délai de 1 mois :**

- de procéder au nettoyage de l'ensemble des silos et d'adapter la fréquence de nettoyage en fonction de l'activité du site conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel « silos » du 29 mars 2004,
- de faire procéder par un organisme compétent, à la vérification de tous les détecteurs de dysfonctionnement permettant l'arrêt de l'installation conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel « silos » du 29 mars 2004.

- **sous un délai de 4 mois :**

- de procéder, conformément à l'article 11 de l'arrêté ministériel « silos » du 29 mars 2004 :
 - * à la mise en place d'un dispositif d'inertage sur les cellules de 2600 tonnes,
 - * à la rédaction d'une procédure concernant la mise en oeuvre de l'inertage. Cette procédure devra être communiquée aux services de secours avec l'ensemble des procédures d'intervention.

Les justificatifs concernant l'inertage des cellules de 2600 tonnes, ainsi qu'un exemplaire de l'ensemble des procédures d'intervention devront être communiquées à l'inspection des installations classées.

- **Sous un délai de 6 mois :**

- de procéder à la mise en place d'un dispositif d'aspiration adapté dans le silo contenant les cellules de 2600 tonnes, afin que l'usage du balai reste exceptionnel conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel « silos » du 29 mars 2004.

Article 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement (consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité), indépendamment des poursuites pénales.

Article 3 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de PAU (BP 543 – PAU CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, et commence à courir le jour où la présente décision est notifiée.

Article 4 :

M. le Secrétaire Général, M. le Sous-Préfet de Condom, M. l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à M. le Sénateur-Maire de Fleurance.

Fait à Auch, le 22 novembre 2010

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

signé : Serge GONZALEZ.